



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2012	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ	12
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	21
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	25
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	30

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du deuxième trimestre 2012 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011.

Québecor est une société de gestion détenant une participation de 54,7 % dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomerats de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2012

- Le chiffre d'affaires de Québecor a atteint 1,09 G\$ au deuxième trimestre 2012, soit une hausse de 33,0 M\$ (3,1 %), résultant principalement d'une croissance de 8,4 % des revenus du secteur Télécommunications.

Télécommunications

- Progression des revenus de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») au deuxième trimestre 2012 dans ses principaux services : accès Internet (20,4 M\$ ou 11,9 %), télédistribution (15,4 M\$ ou 6,1 %), téléphonie mobile (14,8 M\$ ou 56,9 %) et téléphonie par câble (4,9 M\$ ou 4,5 %).
- Augmentation nette de 31 100 unités de service¹ au deuxième trimestre 2012, contre 53 100 au même trimestre de 2011. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 333 400 (7,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2012.
- Augmentation nette de 26 000 unités de service filaires² au cours du mois de juillet 2012, récupérant ainsi complètement la perte de 4 600 unités de service filaires enregistrée principalement durant la période la plus active de déménagements du deuxième trimestre 2012.
- Le service illico télé nouvelle génération a été déployé dans l'ensemble des régions desservies par Vidéotron. Depuis le 30 mai 2012, plus de six millions de Québécois ont accès à illico télé nouvelle génération, qui se démarque par sa convivialité et la supériorité de ses interfaces.
- Le 17 mai 2012, Vidéotron a lancé Internet TGV 200, un service d'accès Internet offrant des vitesses jusqu'ici inégalées.

Autres faits saillants

- Le 21 juin 2012, Québecor Média a été choisie au terme d'un appel de propositions sur invitation pour assurer l'installation, l'entretien et l'exploitation publicitaire des abribus du réseau d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM) pour les 20 prochaines années. Il s'agit d'une première percée de Québecor Média dans un secteur d'activité qui connaît une importante évolution technologique.
- Corporation Sun Media a annoncé l'acquisition du magazine *Pub Extra*, distribué mensuellement à près de 190 000 foyers de la rive nord de Montréal. Elle a également complété l'acquisition de l'hebdomadaire régional *L'Impact de Drummondville*, distribué à près de 50 000 exemplaires, et lancé un nouvel hebdomadaire dans la région des Bois-Francs, *L'Écho de Victoriaville*, distribué à plus de 43 000 exemplaires. *L'Écho de Victoriaville* devient la soixante-seizième publication du réseau Hebdos régionaux Québecor Média au Québec, dont le tirage excède maintenant 2,5 millions d'exemplaires chaque semaine.
- Le 31 mai 2012, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») a finalisé la vente de ses participations dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave à Shaw Media Global Inc.

¹ La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

² La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet et de téléphonie par câble.

- Le 18 mai 2012, Québecor Média a annoncé la conclusion d'un partenariat avec ReadBooks SAS, une entreprise franco-québécoise spécialisée dans la fourniture de librairies multilingues, d'applications et de services-conseils dédiés au livre numérique. Ce partenariat favorisera, entre autres, le développement d'applications pour Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault ») et Librairie Paragraphe Bookstore, permettant d'élargir leurs offres de produits et d'améliorer l'expérience de lecture.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA »), ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation, tel que concilié avec le bénéfice net, conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition, la perte sur refinancement de dettes et les impôts sur le bénéfice. Le bénéfice d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice d'exploitation est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1

Rapprochement du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice (perte) d'exploitation :				
Télécommunications	301,7 \$	274,2 \$	604,7 \$	528,7 \$
Médias d'information	36,4	45,7	53,0	74,0
Télédiffusion	19,7	22,3	13,9	26,9
Loisir et divertissement	(1,1)	6,3	(0,8)	7,5
Technologies et communications interactives	3,0	1,3	6,0	2,2
Siège social	(1,9)	8,7	3,2	13,5
	357,8	358,5	680,0	652,8
Amortissement	(144,2)	(121,5)	(286,2)	(243,0)
Frais financiers	(79,1)	(80,4)	(162,3)	(161,8)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	41,9	(4,0)	123,8	6,5
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	12,0	(6,6)	10,9	(16,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	(14,5)	–
Perte sur refinancement de dettes	–	–	(7,3)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice	(52,0)	(40,0)	(91,8)	(59,8)
Bénéfice net	136,4 \$	106,0 \$	252,6 \$	169,3 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition et la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	48,7 \$	60,0 \$	88,0 \$	95,9 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	41,9	(4,0)	123,8	6,5
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	12,0	(6,6)	10,9	(16,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	(14,5)	–
Perte sur refinancement de dettes	–	–	(7,3)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	(13,2)	1,7	(26,5)	6,1
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	(22,4)	4,1	(34,5)	6,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	67,0 \$	55,2 \$	139,9 \$	89,5 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation du taux d'imposition applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs (cf. « Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs »), moins la portion monétaire de la charge d'intérêt et de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, plus ou moins les impôts exigibles, les autres encaissements (déboursés) et la variation nette des actifs et passifs d'exploitation. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés à l'exploitation représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de liquidités établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de cette filiale.

Tableau 3

Rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de cette filiale

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies (tableau 4)	36,4 \$	(43,3) \$	75,0 \$	(77,4) \$
Acquisitions d'immobilisations	172,6	172,9	365,8	366,7
Acquisitions d'actifs incorporels	20,4	20,7	42,9	41,7
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	(1,2)	(4,0)	(2,4)	(5,0)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	228,2 \$	146,3 \$	481,3 \$	326,0 \$

Revenu mensuel moyen par abonné

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés pour la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Analyse des résultats consolidés de Québecor

Comparaison des deuxièmes trimestres 2012 et 2011

Revenus de 1,09 G\$, en hausse de 33,0 M\$ (3,1 %).

- Progression dans les secteurs Télécommunications (50,7 M\$ ou 8,4 % des revenus du secteur) et Technologies et communications interactives (11,2 M\$ ou 39,7 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (12,7 M\$ ou -4,7 %), Loisir et divertissement (8,6 M\$ ou -12,0 %) et Télédiffusion (2,1 M\$ ou -1,8 %).

Bénéfice d'exploitation de 357,8 M\$, en baisse de 0,7 M\$ (-0,2 %).

- Recul dans les secteurs Médias d'information (9,3 M\$ ou -20,4 % du bénéfice d'exploitation du secteur), Loisir et divertissement (7,4 M\$), Télédiffusion (2,6 M\$ ou -11,7 %) et siège social (10,6 M\$), expliqué dans ce dernier cas principalement par la variation défavorable de la juste valeur des options d'achat d'actions, ainsi que par une hausse des charges d'exploitation, dont la charge de dons et commandites.
- Hausse dans les secteurs Télécommunications (27,5 M\$ ou 10,0 %) et Technologies et communications interactives (1,7 M\$ ou 130,8 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart défavorable de 5,0 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au deuxième trimestre 2012 par rapport à la même période de 2011. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 7,8 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au deuxième trimestre 2012.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 67,0 M\$ (1,05 \$ par action de base), contre 55,2 M\$ (0,86 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2011, soit une hausse de 11,8 M\$ (0,19 \$ par action de base).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - un écart favorable de 45,9 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
 - un écart favorable de 18,6 M\$ au chapitre de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés par :

- la hausse de 22,7 M\$ de la charge d'amortissement.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 48,7 M\$ au deuxième trimestre 2012 (0,77 \$ par action de base), contre 60,0 M\$ (0,93 \$ par action de base) au même trimestre de 2011, soit une baisse de 11,3 M\$ (0,16 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 144,2 M\$, contre 121,5 M\$ au même trimestre de 2011, soit une hausse de 22,7 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des importants investissements en immobilisations depuis 2010 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives au réseau 4G, et l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

Frais financiers de 79,1 M\$, en baisse de 1,3 M\$.

Gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 41,9 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre une perte de 4,0 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 45,9 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux résultant en un gain de 12,0 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre une charge de 6,6 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 18,6 M\$.

- Un gain sur disposition d'entreprises de 12,9 M\$ a été enregistré au deuxième trimestre 2012 dans le secteur Télédiffusion à la suite de la vente des participations qui étaient détenues par Groupe TVA dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave. Une charge de restructuration de 0,1 M\$ a également été enregistrée dans ce secteur au deuxième trimestre 2012, contre une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,3 M\$ enregistrée au trimestre correspondant

de 2011.

- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au deuxième trimestre 2012 une charge de 0,3 M\$ relativement aux frais de migration, contre 5,9 M\$ au deuxième trimestre 2011.
- Les autres secteurs ont enregistré une charge nette pour restructuration des activités d'exploitation de 0,5 M\$ au deuxième trimestre 2012, ainsi qu'une charge pour autres éléments spéciaux de 0,4 M\$ au deuxième trimestre 2011.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 52,0 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,6 %) au deuxième trimestre 2012, contre 40,0 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,4 %) au deuxième trimestre 2011.

- L'écart défavorable de 12,0 M\$ s'explique surtout par la hausse du bénéfice avant impôts.

Comparaison des premiers semestres 2012 et 2011

Revenus de 2,15 G\$, en hausse de 106,5 M\$ (5,2 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (113,3 M\$ ou 9,6 % des revenus du secteur), Technologies et communications interactives (21,0 M\$ ou 38,2 %) et Télédiffusion (8,6 M\$ ou 3,8 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (19,7 M\$ ou -3,9 %) et Loisir et divertissement (2,9 M\$ ou -2,2 %).

Bénéfice d'exploitation de 680,0 M\$, en hausse de 27,2 M\$ (4,2 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (76,0 M\$ ou 14,4 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et Technologies et communications interactives (3,8 M\$ ou 172,7 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (21,0 M\$ ou -28,4 %), Télédiffusion (13,0 M\$ ou -48,3 %), Loisir et divertissement (8,3 M\$) et siège social (10,3 M\$), expliqué dans ce dernier cas principalement par la variation défavorable de la juste valeur des options d'achat d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec Média a entraîné un écart défavorable de 9,7 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au cours du premier semestre 2012, par rapport à la même période de 2011. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec a entraîné un écart défavorable de 14,3 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au premier semestre 2012.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 139,9 M\$ (2,20 \$ par action de base), contre 89,5 M\$ (1,39 \$ par action de base) au premier semestre 2011, soit une hausse de 50,4 M\$ (0,81 \$ par action de base).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - un écart favorable de 117,3 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
 - la hausse de 27,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
 - un écart favorable de 27,0 M\$ au chapitre de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 43,2 M\$ de la charge d'amortissement ;
- une charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ inscrite au premier semestre 2012.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 88,0 M\$ au premier semestre 2012 (1,39 \$ par action de base), contre 95,9 M\$ (1,49 \$ par action de base) à la même période de 2011, soit une baisse de 7,9 M\$ (0,10 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 286,2 M\$, soit une hausse de 43,2 M\$, qui s'explique essentiellement par la même raison que celle mentionnée dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2012 et 2011.

Frais financiers de 162,3 M\$, en hausse de 0,5 M\$.

Gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers de 123,8 M\$ au premier semestre 2012, contre un gain de 6,5 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 117,3 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux résultant en un gain de 10,9 M\$, contre une charge de 16,1 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 27,0 M\$.

- Un gain sur disposition d'entreprises de 12,9 M\$ a été enregistré au deuxième trimestre 2012 dans le secteur Télédiffusion à la suite de la vente des participations qui étaient détenues par Groupe TVA dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave. Une charge de restructuration de 0,1 M\$ a également été enregistrée dans ce secteur au premier semestre 2012, contre une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,3 M\$ enregistrée au cours du semestre correspondant de 2011.
- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au premier semestre 2012 une charge de 0,5 M\$ relativement aux frais de migration, par rapport à 14,5 M\$ pour la même période de 2011.
- Au premier semestre 2012, d'autres éléments spéciaux de 1,4 M\$ ont été enregistrés dans d'autres secteurs, comparativement à 1,3 M\$ à la même période de 2011.

Charge pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ au premier semestre 2012.

- En raison de l'adoption, en 2012, des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation des activités d'édition de magazines seront affectés défavorablement. Par conséquent, Québecor Média a revu son plan d'affaires pour ce secteur et a conclu que le montant de l'écart d'acquisition n'était plus totalement recouvrable. Une charge liée à la dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ a donc été comptabilisée au premier semestre 2012.

Perte sur refinancement de dettes de 7,3 M\$ au premier semestre 2012, contre une perte de 9,3 M\$ à la même période de 2011.

- Au premier semestre 2012, Vidéotron a remboursé la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014. Au cours de la même période, Québecor Média a remboursé un montant en capital total de 260,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture afférents. Ces transactions ont entraîné une perte sur refinancement de dettes totale de 7,3 M\$.
- Le 15 février 2011, Corporation Sun Media a remboursé et retiré la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 205,0 M\$US portant intérêt à un taux de 7,625 %, et a réglé les contrats de couverture afférents. Cette transaction a entraîné une perte sur refinancement de dettes de 9,3 M\$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 91,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,7 %) au premier semestre 2012, comparativement à 59,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,1 %) à la même période de 2011.

- L'écart défavorable de 32,0 M\$ s'explique surtout par la hausse du bénéfice avant impôts.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média de 36,4 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre des flux négatifs de 43,3 M\$ à la même période de 2011 (tableau 4).

- Cet écart favorable de 79,7 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 98,5 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par le retard au deuxième trimestre 2011 dans l'encaissement de certains comptes clients en raison du conflit de travail à Postes Canada, ainsi que par l'écart favorable généré par la baisse des impôts à recevoir au deuxième trimestre 2012 combinée à la baisse des impôts à payer au trimestre correspondant de 2011 ;
 - la diminution de 5,7 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux ;
 - la hausse de 4,4 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 25,8 M\$ des impôts exigibles.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média de 75,0 M\$ au premier semestre 2012, contre des flux négatifs de 77,4 M\$ à la même période de 2011 (tableau 4).

- Cet écart favorable de 152,4 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 137,0 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la baisse des comptes clients au premier semestre 2012 et par l'écart favorable généré en 2012 dû à la réduction au premier semestre 2011 des impôts sur le bénéfice à payer et des revenus différés, affectés dans ce dernier cas par un cycle différent de facturation des clients ;
 - la hausse de 37,6 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
 - la diminution de 13,6 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 30,9 M\$ des impôts exigibles ;
- la hausse de 4,2 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

Tableau 4

Flux de trésorerie libres liés à l'exploitation des activités poursuivies de Québec Média

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs :				
Télécommunications	126,6 \$	100,6 \$	228,4 \$	162,0 \$
Médias d'information	31,5	42,3	43,4	62,6
Télédiffusion	12,2	14,6	0,5	9,5
Loisir et divertissement	(4,1)	3,7	(5,4)	3,3
Technologies et communications interactives	1,9	(0,9)	3,8	(1,0)
Siège social et autres	(4,0)	1,6	3,1	2,7
	164,1	161,9	273,8	239,1
Portion monétaire de la charge d'intérêt ¹	(74,0)	(74,0)	(151,9)	(147,7)
Portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(0,6)	(6,3)	(1,3)	(14,9)
Impôts exigibles	(20,3)	5,5	(25,8)	5,1
Autres	(1,7)	(0,8)	0,8	(1,4)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(31,1)	(129,6)	(20,6)	(157,6)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	36,4 \$	(43,3) \$	75,0 \$	(77,4) \$

¹ Intérêts sur la dette à long terme, effet de change sur les éléments d'exploitation et autres frais d'intérêt

Tableau 5**Rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs de Québec Média avec le bénéfice d'exploitation de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	355,9	351,5	680,1	642,5
Acquisitions d'immobilisations	(172,6)	(172,9)	(365,8)	(366,7)
Acquisitions d'actifs incorporels	(20,4)	(20,7)	(42,9)	(41,7)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	1,2	4,0	2,4	5,0
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs	164,1	161,9	273,8	239,1

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012

Revenus de 651,8 M\$, soit une progression de 50,7 M\$ (8,4 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 267,9 M\$, soit une progression de 15,4 M\$ (6,1 %) principalement due à la croissance de la clientèle et à l'augmentation des revenus par client, générée dans ce dernier cas par la hausse de certains tarifs, la location de terminaux numériques et l'adhésion à la haute définition.
- Revenus des services d'accès Internet de 191,4 M\$, en hausse de 20,4 M\$ (11,9 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle et la hausse de certains tarifs.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 113,1 M\$, soit une hausse de 4,9 M\$ (4,5 %) provenant surtout de la progression de la clientèle et du nombre de lignes par client.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 40,8 M\$, soit une progression de 14,8 M\$ (56,9 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 15,7 M\$, en baisse de 0,4 M\$ (-2,5 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 10,9 M\$, en baisse de 4,4 M\$ (-28,8 %). Cette diminution s'explique surtout par les stratégies promotionnelles axées sur la location d'équipements de télédistribution.
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron ltée (« Le SuperClub Vidéotron ») de 4,6 M\$, soit une baisse de 0,4 M\$ (-8,0 %) surtout attribuable à la fermeture de magasins.
- Revenus autres de 7,5 M\$, en hausse de 0,4 M\$ (5,6 %).

RMPA de Vidéotron de 110,75 \$ au deuxième trimestre 2012, contre 102,85 \$ à la même période de 2011, soit une croissance de 7,90 \$ (7,7 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 30 juin 2012, le nombre total d'unités de service s'établissait à 4 756 800, soit une hausse de 31 100 (0,7 %) par rapport à la fin du premier trimestre 2012, contre une augmentation de 53 100 au deuxième trimestre 2011 (tableau 6). Le nombre total d'unités de service a augmenté de 333 400 (7,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2012. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 16 100 (-0,9 %) au deuxième trimestre 2012, contre une diminution de 7 900 clients au même trimestre de 2011, et elle a augmenté de 37 200 clients (2,1 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2012 (tableau 6). En raison des nombreux déménagements qui ont lieu au Québec au cours du deuxième trimestre, il n'est pas inhabituel d'enregistrer des variations négatives. À la fin du deuxième trimestre 2012, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 837 900 clients, soit un taux de pénétration des résidences câblées de 68,6 %, en regard de 68,3 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 681 100 résidences à la fin de juin 2012, contre 2 635 800 résidences un an plus tôt).

- Au 30 juin 2012, le service illico télé numérique desservait 1 425 000 clients. Ce service a recruté 7 500 clients au deuxième trimestre 2012, en hausse de 0,5 %, contre une progression de 26 700 clients au deuxième trimestre 2011. Sur une période de 12 mois, le service illico télé numérique a recruté 154 600 clients (12,2 %). Au 30 juin 2012, le taux de pénétration des résidences câblées par le service illico télé numérique s'élevait à 53,1 %, contre 48,2 % un an plus tôt.
- La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique explique en partie la baisse de 23 600 clients (-5,4 %) au service de télédistribution analogique au deuxième trimestre 2012, contre une baisse de 34 600 clients au deuxième trimestre 2011. Sur une période de 12 mois, le service de télédistribution analogique accuse un recul de 117 400 clients (-22,1 %).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 341 100 au 30 juin 2012, en hausse de 600 clients au deuxième trimestre 2012, contre une hausse de 2 900 clients au deuxième trimestre 2011. Pour la

période de 12 mois terminée le 30 juin 2012, le service d'accès Internet par câble a recruté 74 600 clients (5,9 %) (tableau 6). Au 30 juin 2012, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences câblées de 50,0 %, en regard de 48,0 % un an plus tôt.

Téléphonie par câble – Au 30 juin 2012, ce service comptait 1 223 400 clients, en hausse de 10 900 (0,9 %) au deuxième trimestre, contre une progression de 11 800 clients au deuxième trimestre 2011. Ce service a recruté 81 800 clients (7,2 %) sur une période de 12 mois (tableau 6). Au 30 juin 2012, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences câblées de 45,6 %, contre 43,3 % un an plus tôt.

Téléphonie mobile – Au 30 juin 2012, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 347 600, soit une augmentation de 34 800 lignes (11,1 %) par rapport à la fin du trimestre précédent, contre une hausse de 45 900 lignes au deuxième trimestre 2011. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 137 000 (65,1 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2012.

Tableau 6

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres
(en milliers de clients)

	Jun 2012	Mars 2012	Déc. 2011	Sept. 2011	Jun 2011	Mars 2011	Déc. 2010	Sept. 2010
Télédistribution :								
Analogique	412,9	436,5	460,7	496,1	530,3	564,9	592,0	619,7
Numérique	1 425,0	1 417,5	1 400,8	1 348,1	1 270,4	1 243,7	1 219,6	1 182,3
	1 837,9	1 854,0	1 861,5	1 844,2	1 800,7	1 808,6	1 811,6	1 802,0
Internet par câble	1 341,1	1 340,5	1 332,5	1 306,4	1 266,5	1 263,6	1 252,1	1 233,8
Téléphonie par câble	1 223,4	1 212,5	1 205,3	1 179,4	1 141,6	1 129,8	1 114,3	1 098,1
Téléphonie mobile ¹	347,6	312,8	290,6	258,1	210,6	164,7	136,1	95,4
Internet sans fil ²	6,8	5,9	5,6	5,2	4,0	3,6	2,3	0,6
Total (unités de service)	4 756,8	4 725,7	4 695,5	4 593,3	4 423,4	4 370,3	4 316,4	4 229,9

¹ En milliers de lignes

² La clientèle du service Internet sans fil a été ajoutée aux unités de service en raison de sa croissance récente.

Bénéfice d'exploitation de 301,7 M\$, en hausse de 27,5 M\$ (10,0 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont les dépenses de marketing et les coûts liés au maintien du réseau 4G, de même que les coûts inhérents au service à la clientèle pour répondre à la hausse du nombre de clients ;
- la hausse de 5,0 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,7 % au deuxième trimestre 2012, contre 54,4 % à la même période de 2011.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus), contrebalancé en partie par la hausse de certains frais d'exploitation.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2012

Revenus de 1,30 G\$, soit une hausse de 113,3 M\$ (9,6 %) essentiellement en raison des mêmes facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2012.

- Revenus totaux des services de télédistribution de 535,9 M\$, soit une hausse de 37,8 M\$ (7,6 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 382,8 M\$, en hausse de 43,4 M\$ (12,8 %).
- Revenus du service de téléphonie par câble de 224,8 M\$, soit une hausse de 9,3 M\$ (4,3 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 78,4 M\$, en hausse de 31,7 M\$ (67,9 %).
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 32,6 M\$, en hausse de 1,4 M\$ (4,5 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 19,2 M\$, en baisse de 9,1 M\$ (-32,2 %).
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron de 9,5 M\$, en baisse de 0,8 M\$ (-7,8 %).
- Revenus autres de 14,7 M\$, en baisse de 0,2 M\$ (-1,3 %).

RMPA de Vidéotron de 109,98 \$ au premier semestre 2012, contre 101,31 \$ à la même période de 2011, en hausse de 8,67 \$ (8,6 %).

Statistiques de clientèle

Unités de service – Hausse de 61 300 unités de service (1,3 %) au premier semestre 2012, contre une augmentation de 107 000 unités de service à la même période de 2011.

Télédistribution – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 23 600 clients (-1,3 %) au premier semestre 2012, contre une diminution de 10 900 clients à la même période de 2011.

- Hausse de 24 200 clients (1,7 %) au service illico télé numérique pour les six premiers mois de 2012, contre une augmentation de 50 800 clients à la même période de 2011.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 47 800 clients (-10,4 %), contre une perte de 61 700 clients dans les six premiers mois de 2011.

Accès Internet par câble – Un total de 8 600 nouveaux clients, soit une hausse de 0,6 %, ont été recrutés au service d'accès Internet par câble, contre 14 400 clients à la période correspondante de 2011.

Téléphonie par câble – Augmentation de 18 100 clients (1,5 %) au premier semestre 2012, contre une progression de 27 300 clients à la même période de 2011.

Téléphonie mobile – Augmentation de 57 000 lignes, soit une hausse de 19,6 %, au premier semestre 2012, contre une augmentation de 74 500 lignes à la même période de 2011.

Bénéfice d'exploitation de 604,7 M\$, en hausse de 76,0 M\$ (14,4 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
 - la hausse de certains frais d'exploitation liés principalement au maintien du réseau 4G, aux charges inhérentes au service à la clientèle et aux dépenses de marketing ;
 - la hausse de 7,0 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,4 % pour le premier semestre 2012, contre 55,4 % à la même période de 2011. Les coûts d'exploitation en proportion des revenus ont enregistré une diminution pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 126,6 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre 100,6 M\$ à la même période de 2011, soit une augmentation de 26,0 M\$ (tableau 7), expliquée principalement par la hausse de 27,5 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 228,4 M\$ au premier semestre 2012, contre 162,0 M\$ à la même période de 2011 (tableau 7).

- Cette augmentation de 66,4 M\$ s'explique surtout par la hausse de 76,0 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée en partie par l'augmentation de 7,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations, surtout attribuable à l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

Tableau 7 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	301,7 \$	274,2 \$	604,7 \$	528,7 \$
Acquisitions d'immobilisations	(161,5)	(160,4)	(345,0)	(337,6)
Acquisitions d'actifs incorporels	(14,8)	(14,8)	(33,7)	(31,7)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	1,2	1,6	2,4	2,6
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	126,6 \$	100,6 \$	228,4 \$	162,0 \$

Médias d'information

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012

Revenus de 254,8 M\$, en baisse de 12,7 M\$ (-4,7 %).

- Revenus numériques en hausse de 13,6 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 4,8 %, revenus de tirage en baisse de 1,9 % ; revenus publicitaires en baisse de 7,6 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 4,5 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont diminué de 7,2 %.
- Les revenus des portails généralistes ont diminué de 32,5 %, ce qui s'explique entre autres par le transfert à la filiale Nurun inc. (« Nurun ») des activités intersociétés de création de site Web. La baisse des revenus des portails généralistes non liés à la création de site Web s'est établie à 15,6 %.

Bénéfice d'exploitation de 36,4 M\$, en baisse de 9,3 M\$ (-20,4 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus ;
 - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média inc. (« Réseau Québecor Média ») ;
 - l'écart défavorable de 1,6 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre ;
 - la hausse de 1,1 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de 4,9 M\$ liée aux mesures de restructuration annoncées en novembre 2011 et aux autres réductions de frais d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 85,7 % au deuxième trimestre 2012, contre 82,9 % à la même période de 2011. Cette hausse s'explique par l'impact défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média, aux crédits d'impôts multimédias et à la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus, contrebalancé en partie par la réduction des frais d'exploitation.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2012

Revenus de 487,9 M\$, en baisse de 19,7 M\$ (-3,9 %).

- Revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 10,2 %, due principalement au volume additionnel de distribution de circulaires ; revenus publicitaires en baisse de 6,0 % ; revenus de tirage en baisse de 2,4 % ; revenus numériques en baisse de 5,4 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 4,8 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont diminué de 4,9 %.
- Les revenus des portails généralistes ont diminué de 37,6 %, ce qui s'explique entre autres par le transfert à la filiale Nurun des activités intersociétés de création de site Web. La baisse des revenus non liés à la création de site Web s'est établie à 16,9 %.

Bénéfice d'exploitation de 53,0 M\$, en baisse de 21,0 M\$ (-28,4 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus ;
 - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média ;
 - l'écart défavorable de 5,7 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre ;
 - la hausse de 2,8 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.
- Contrebalancés en partie par :
- l'incidence favorable de 9,3 M\$ liée aux mesures de restructuration annoncées en novembre 2011 et aux autres réductions de frais d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 89,1 % au premier semestre 2012, contre 85,4 % à la même période de 2011. Cet écart s'explique surtout par les mêmes écarts défavorables que ceux évoqués ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 31,5 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre 42,3 M\$ au même trimestre de 2011 (tableau 8).

- Cette baisse de 10,8 M\$ s'explique surtout par le recul de 9,3 M\$ du bénéfice d'exploitation et un écart défavorable de 2,4 M\$ au chapitre du produit d'aliénation d'éléments d'actifs.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 43,4 M\$ au premier semestre 2012, contre 62,6 M\$ à la même période de 2011 (tableau 8).

- Ce recul de 19,2 M\$ s'explique principalement par la diminution de 21,0 M\$ du bénéfice d'exploitation et par un écart défavorable de 2,4 M\$ au chapitre du produit d'aliénation d'éléments d'actifs, contrebalancés en partie par la diminution de 4,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 8 : Médias d'information

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	36,4 \$	45,7 \$	53,0 \$	74,0 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,6)	(2,5)	(3,5)	(8,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(3,3)	(3,3)	(6,1)	(5,4)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	—	2,4	—	2,4
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	31,5 \$	42,3 \$	43,4 \$	62,6 \$

Télédiffusion

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012

Revenus de 115,4 M\$, en baisse de 2,1 M\$ (-1,8 %).

- Les revenus des activités de télévision ont diminué de 1,6 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA.

Contrebalancée en partie par :

- l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des nouvelles chaînes TVA Sports, Mille et SUN News.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 0,5 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 19,7 M\$, contre 22,3 M\$ au deuxième trimestre 2011, soit une diminution de 2,6 M\$ (-11,7 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 2,3 M\$, qui s'explique surtout par :
 - la perte d'exploitation de TVA Sports ;
 - la hausse de 1,2 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancées en partie par :

- la baisse de la perte d'exploitation de SUN News ;
- la croissance du bénéfice d'exploitation des autres services spécialisés.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 0,4 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la diminution des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 82,9 % au deuxième trimestre 2012, contre 81,0 % à la même période de 2011. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à l'augmentation des frais d'exploitation liés au nouveau service TVA Sports et à l'impact de la baisse des revenus publicitaires du Réseau TVA.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2012

Revenus de 233,2 M\$, en hausse de 8,6 M\$ (3,8 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 9,9 M\$, ce qui s'explique surtout par :
 - l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes TVA Sports, Mille et SUN News.

Contrebalancée en partie par :

- le recul des revenus liés aux activités de production.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 1,6 M\$, en raison des facteurs déjà mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2012.

Bénéfice d'exploitation de 13,9 M\$, en baisse de 13,0 M\$ (-48,3 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 8,8 M\$, qui s'explique surtout par :
 - la perte d'exploitation de TVA Sports ;
 - la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA ;
 - la hausse de 1,3 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancées en partie par :

- l'impact de la croissance des revenus publicitaires et d'abonnement aux services spécialisés.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 4,2 M\$, qui s'explique surtout par :
 - l'impact de l'enregistrement d'une charge de 3,0 M\$ dû à l'adoption des nouveaux tarifs de 2010, de 2011 et de 2012 relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, dont 2,3 M\$ sont attribuables aux années 2010 et 2011 ;
 - l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 94,0 % au premier semestre 2012, contre 88,0 % à la même période de 2011. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à l'augmentation des frais d'exploitation liés aux nouveaux services spécialisés ainsi qu'à l'enregistrement des coûts liés aux services de récupération des matières résiduelles.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 12,2 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre des flux de 14,6 M\$ pour la même période de 2011 (tableau 9). Cette diminution de 2,4 M\$ s'explique surtout par un écart défavorable de 2,6 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 0,5 M\$ au premier semestre 2012, contre 9,5 M\$ à la même période de 2011, soit une diminution de 9,0 M\$ (tableau 9). Cet écart défavorable est principalement attribuable à la diminution de 13,0 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée partiellement par la baisse de 4,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Tableau 9 : Télédiffusion
Flux de trésorerie d'exploitation
 (en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	19,7 \$	22,3 \$	13,9 \$	26,9 \$
Acquisitions d'immobilisations	(6,8)	(6,5)	(12,1)	(15,4)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,7)	(1,2)	(1,3)	(2,0)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	12,2 \$	14,6 \$	0,5 \$	9,5 \$

Loisir et divertissement

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012

Revenus de 62,9 M\$, en baisse de 8,6 M\$ (-12,0 %) par rapport au deuxième trimestre 2011.

- Recul de 25,3 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus de la réforme scolaire au Québec.
- Baisse de 2,3 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique principalement par la diminution des ventes au détail et la sortie d'un plus grand nombre d'albums à succès au deuxième trimestre 2011.

Perte d'exploitation de 1,1 M\$, contre un bénéfice d'exploitation de 6,3 M\$ au deuxième trimestre 2011. Cet écart défavorable de 7,4 M\$ s'explique surtout par l'impact de la diminution des revenus et de certaines contributions marginales.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2012

Revenus de 130,0 M\$, en baisse de 2,9 M\$ (-2,2 %).

- Hausse de 4,7 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique surtout par :
 - une augmentation de 26,5 % des revenus de distribution, surtout attribuable aux activités intersociétés de distribution de DVD et de Blu-ray.Contrebalancée en partie par :
 - une diminution de 4,5 % des revenus de ventes au détail ;
 - l'impact d'un plus grand nombre de sortie d'albums à succès au semestre correspondant de 2011.
- Baisse de 15,5 % des revenus du secteur Livres qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus de la réforme scolaire au Québec.

Perte d'exploitation de 0,8 M\$ au premier semestre 2012, contre un bénéfice d'exploitation de 7,5 M\$ à la même période de 2011. Cet écart défavorable de 8,3 M\$ s'explique par les mêmes raisons déjà mentionnées dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2012.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 4,1 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre des flux positifs de 3,7 M\$ à la même période de 2011 (tableau 10).

- Cet écart défavorable de 7,8 M\$ s'explique essentiellement par la diminution de 7,4 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur négatifs de 5,4 M\$ pour les six premiers mois de 2012, contre des flux positifs de 3,3 M\$ à la même période de 2011 (tableau 10).

- Cet écart défavorable de 8,7 M\$ s'explique principalement par la baisse de 8,3 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 10 : Loisir et divertissement

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
(Perte) bénéfice d'exploitation	(1,1) \$	6,3 \$	(0,8) \$	7,5 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,9)	(1,2)	(1,8)	(1,6)
Acquisitions d'actifs incorporels	(2,1)	(1,4)	(2,8)	(2,6)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(4,1) \$	3,7 \$	(5,4) \$	3,3 \$

Technologies et communications interactives

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2012

Revenus de 39,4 M\$, en hausse de 11,2 M\$ (39,7 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
 - l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis au troisième trimestre 2011 ;
 - la hausse des activités auprès de clients au Canada, générées, entre autres, par le transfert d'activités technologiques intersociétés auparavant dans le secteur Médias d'information, et par l'obtention de nouveaux contrats ;
 - une augmentation des activités en Europe et auprès de clients gouvernementaux.

Bénéfice d'exploitation de 3,0 M\$, contre 1,3 M\$ au deuxième trimestre 2011. Cet écart favorable de 1,7 M\$ (130,8 %) s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus, contrebalancé en partie par une hausse des coûts de main-d'œuvre liée aux programmes de rétention du personnel stratégique.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2012

Revenus de 76,0 M\$, soit une hausse de 21,0 M\$ (38,2 %) qui s'explique essentiellement par les mêmes raisons que celles mentionnées dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2012.

Bénéfice d'exploitation de 6,0 M\$, en hausse de 3,8 M\$ (172,7 %), qui s'explique surtout par les mêmes raisons que celles mentionnées dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2012.

Flux de trésorerie d'exploitation

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 1,9 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre des flux négatifs de 0,9 M\$ à la même période de 2011 (tableau 11).

- Cet écart favorable de 2,8 M\$ est attribuable à la hausse de 1,7 M\$ du bénéfice d'exploitation jumelée à la diminution de 1,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 3,8 M\$ au premier semestre 2012, contre des flux négatifs de 1,0 M\$ à la même période de 2011 (tableau 11), soit un écart favorable de 4,8 M\$.

- Cet écart favorable s'explique par la hausse de 3,8 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la diminution de 1,0 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 11 : Technologies et communications interactives

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	3,0 \$	1,3 \$	6,0 \$	2,2 \$
Acquisitions d'immobilisations	(1,1)	(2,2)	(2,2)	(3,2)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	1,9 \$	(0,9) \$	3,8 \$	(1,0) \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Exploitation

Deuxième trimestre 2012

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 228,1 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre 141,5 M\$ à la même période de 2011.

- Cet écart favorable de 86,6 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 106,1 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par le retard au deuxième trimestre 2011 dans l'encaissement de certains comptes clients en raison du conflit de travail à Postes Canada, ainsi que par l'écart favorable généré par la baisse des impôts à recevoir au deuxième trimestre 2012 combinée à la baisse des impôts à payer au trimestre correspondant de 2011 ;
 - la diminution de 5,7 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 25,8 M\$ des impôts exigibles.

Premier semestre 2012

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 465,4 M\$ pour les six premiers mois de 2012, contre 312,2 M\$ à la même période de 2011.

- Cet écart favorable de 153,2 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart favorable de 140,0 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par la baisse des comptes clients au premier semestre 2012 et par l'écart favorable généré en 2012 dû à la réduction au premier semestre 2011 des impôts sur le bénéfice à payer et des revenus différés, affectés dans ce dernier cas par un cycle différent de facturation des clients ;
 - la hausse de 27,2 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
 - la diminution de 13,6 M\$ de la portion monétaire de la charge pour restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 30,9 M\$ des impôts exigibles.

Fonds de roulement négatif de 104,1 M\$ au 30 juin 2012, contre un fonds de roulement négatif de 133,3 M\$ au 31 décembre 2011, reflétant surtout l'impact de la baisse des créditeurs et charges à payer et de l'augmentation des espèces et quasi-espèces, contrebalancé principalement par l'inscription à court terme des facilités de crédit de Québecor Média échéant en janvier 2013, et la baisse des débiteurs.

Investissement

Deuxième trimestre 2012

Acquisitions d'immobilisations de 172,6 M\$ au deuxième trimestre 2012, comparativement à 173,1 M\$ à la même période de 2011.

Acquisitions d'actifs incorporels de 20,4 M\$ au deuxième trimestre 2012, contre 20,7 M\$ à la même période de 2011.

Acquisitions d'entreprises de 0,8 M\$ au deuxième trimestre 2012, surtout pour l'acquisition de journaux régionaux dans le secteur Médias d'information, contre 5,0 M\$ à la même période de 2011, principalement dans le secteur Loisir et divertissement.

Dispositions d'entreprises de 17,9 M\$ au deuxième trimestre 2012 dans le secteur Télédiffusion, correspondant à la vente des participations dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave.

Premier semestre 2012

Acquisitions d'immobilisations de 365,8 M\$ au premier semestre 2012, comparativement à 366,9 M\$ à la même période de 2011.

Acquisition d'actifs incorporels de 42,9 M\$ au premier semestre 2012, contre 41,7 M\$ à la même période de 2011.

Acquisitions d'entreprises de 0,8 M\$ au premier semestre 2012, contre 50,1 M\$ à la même période de 2011, soit une baisse de 49,3 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de l'acquisition de journaux régionaux dans le secteur Médias d'information au premier semestre 2011.

Dispositions d'entreprises de 17,9 M\$ au premier semestre 2012 dans le secteur Télédiffusion, correspondant à la vente des participations dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave.

Financement

Dettes consolidées (dettes à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 48,9 M\$ au cours des six premiers mois de 2012. Variation nette favorable de 65,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours du premier semestre 2012, les diminutions de la dette se résument comme suit :
 - le remboursement par Vidéotron, en mars 2012, de la totalité des billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014 ;
 - le remboursement par Québecor Média, en mars et en avril 2012, d'un montant en capital total de 260 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016 ;
 - la baisse de 121,1 M\$ de la dette due à la variation favorable de la juste valeur des dérivés incorporés, expliquée principalement par l'évolution des taux d'intérêt et des primes de crédit ;
 - le remboursement et l'annulation, le 3 février 2012, du solde de 37,6 M\$ de la facilité de crédit à terme de Corporation Sun Media ;
 - les remboursements courants totalisant 30,0 M\$ sur les facilités de crédit bancaire et autres de Groupe TVA, Québecor Média et Vidéotron.
- Au cours de la même période, la dette a augmenté pour la raison suivante :
 - l'émission par Vidéotron, le 14 mars 2012, des billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$US, pour un produit net de 787,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 11,9 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 5,0 % et viennent à échéance le 15 juillet 2022.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 280,5 M\$ au 31 décembre 2011 à un passif net de 214,7 M\$ au 30 juin 2012, soit une variation nette favorable de 65,8 M\$, expliquée par :
 - le règlement de contrats de couverture par Québecor Média à la suite du remboursement de billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en 2016 ;
 - l'incidence favorable de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport à l'évolution aux États-Unis.
- Le 24 février 2012, Groupe TVA a modifié ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de décembre 2012 à février 2017.
- Le 25 janvier 2012, Québecor Média a amendé ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de janvier 2013 à janvier 2016 et d'ajouter une nouvelle facilité de crédit renouvelable « C » de 200,0 M\$, venant également à échéance en janvier 2016.
- Le 4 juin 2012, Vidéotron a lancé une offre publique d'échange visant l'échange de la totalité de ses billets de premier rang en circulation portant intérêt à un taux de 5 % et échéant le 15 juillet 2022, contre des billets d'un capital équivalent inscrits

en vertu de la loi intitulée *Securities Act of 1933*. L'échange de la quasi-totalité (99,9 %) des billets a été complété le 20 juillet 2012.

Situation financière au 30 juin 2012

Liquidités disponibles nettes de 1,08 G\$ pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 202,2 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 874,9 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 81,8 M\$ pour Québecor au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,4 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 83,2 M\$.

Dettes consolidées totalisant 3,76 G\$ au 30 juin 2012, soit une baisse de 48,9 M\$. Variation nette favorable de 65,8 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,15 G\$ de Vidéotron (1,86 G\$ au 31 décembre 2011), de 79,9 M\$ de Groupe TVA (96,4 M\$ au 31 décembre 2011), de 1,42 G\$ de Québecor Média (1,71 G\$ au 31 décembre 2011) et de 102,0 M\$ de Québecor (105,2 M\$ au 31 décembre 2011). La dette de Corporation Sun Media a été remboursée en totalité au cours du premier trimestre 2012 (37,4 M\$ au 31 décembre 2011).

Au 30 juin 2012, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 12

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 juin

(en millions de dollars canadiens)

2013	215,4	\$
2014	22,0	
2015	163,1	
2016	1 152,8	
2017	11,4	
2018 et ultérieurement	2 470,6	
Total	4 035,3	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 6,0 ans au 30 juin 2012 (5,1 ans au 31 décembre 2011). La dette était constituée approximativement de 82,3 % de dettes à taux fixe (82,6 % au 31 décembre 2011) et de 17,7 % de dettes à taux variable (17,4 % au 31 décembre 2011).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler les engagements de fonds prévus en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de déboursés dans le cadre de la couverture des devises, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 30 juin 2012, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 8 août 2012, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions catégorie A à droits de vote multiples (les « actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B comportant droit de vote (les « actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 18 septembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 24 août 2012.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2012

Tableau 13

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2012 et 31 décembre 2011

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2012	31 déc. 2011	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	204,4 \$	146,4 \$	58,0 \$	Flux de trésorerie d'exploitation en excédent des activités d'investissement et de financement
Débiteurs	565,3	603,7	(38,4)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 289,9	3 211,1	78,8	Acquisitions d'immobilisations (cf. « Investissements »), moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	3 529,5	3 543,8	(14,3)	Radiation partielle de l'écart d'acquisition du secteur de l'édition de Groupe TVA
Passif				
Créditeurs et charges à payer	631,3	776,5	(145,2)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	3 758,1	3 807,0	(48,9)	Cf. « Financement »
Instruments financiers dérivés ¹	214,7	280,5	(65,8)	Cf. « Financement »
Passifs d'impôts différés nets ²	640,0	571,9	68,1	Utilisation d'avantages fiscaux et réclamation d'allocation du coût en capital en excédant de l'amortissement comptable

¹ Passif à court et long terme moins l'actif à long terme

² Passif à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2012, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements minimums exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 14.

Tableau 14
Obligations contractuelles de Québecor au 30 juin 2012
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	4 035,3 \$	215,4 \$	185,1 \$	1 164,2 \$	2 470,6 \$
Paiement d'intérêts ²	1 844,4	262,3	577,1	449,8	555,2
Contrats de location-exploitation	320,1	55,6	80,3	52,8	131,4
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	149,0	73,2	37,9	37,9	–
Instruments financiers dérivés ³	248,7	21,9	116,0	52,1	58,7
Total des obligations contractuelles	6 597,5 \$	628,4 \$	996,4 \$	1 756,8 \$	3 215,9 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

² Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et taux d'intérêt des couvertures, et les taux de change des couvertures sur devises au 30 juin 2012.

³ Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Instruments financiers

Québecor et ses filiales disposent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Au 30 juin 2012, Québecor Média se servait d'instruments financiers dérivés pour réduire les risques auxquels l'exposent les taux de change et d'intérêt. Elle a conclu des contrats de change à terme et des ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt pour couvrir le risque de change de la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars U.S. En outre, Québecor Média utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt pour gérer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme.

De plus, Québecor Média a conclu des contrats de change à terme pour couvrir, entre autres, ses achats planifiés en dollars U.S. de décodeurs numériques, de modems, d'appareils mobiles et d'autres équipements, dont ceux pour le réseau 4G du secteur Télécommunications. Elle a aussi conclu des contrats de change à terme pour couvrir des paiements contractuels futurs en euros.

Québecor Média ne détient pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par Québecor Média comprennent une option qui permet à chaque partie de clore la transaction à une date spécifique, à la valeur de règlement ayant cours à ce moment.

La juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés au 30 juin 2012 est présentée au tableau 15.

Tableau 15
Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)
Dette à long terme ¹	(4 035,3) \$	(4 231,3) \$	(3 953,0) \$	(4 107,4) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	243,4	243,4	138,0	138,0
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,5)	(0,5)	(0,9)	(0,9)
Contrats à terme de devises	(2,4)	(2,4)	3,2	3,2
Ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt	(211,8)	(211,8)	(282,8)	(282,8)

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée au moyen de modèles d'évaluation qui projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et les facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours du taux de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est également rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette de la contrepartie ou de la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés est déterminée selon les modèles d'évaluation des options, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Les pertes (gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le deuxième trimestre et premier semestre 2012 sont résumés dans le tableau 16.

Tableau 16
(Gain) perte sur évaluation et conversion des instruments financiers
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
(Gain) perte sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	(41,8) \$	2,5 \$	(123,8) \$	(7,6) \$
(Gain) perte sur la portion inefficace des relations de couverture de la juste valeur	(0,1)	1,5	—	1,1
	(41,9) \$	4,0 \$	(123,8) \$	(6,5) \$

Des gains de 6,5 M\$ et de 25,4 M\$, respectivement au deuxième trimestre 2012 et au premier semestre 2012, ont été inscrits aux autres éléments du résultat global, relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (pertes de 6,8 M\$ et de 6,0 M\$ respectivement au deuxième trimestre 2011 et au premier semestre 2011).

Transactions entre parties liées

Au cours du deuxième trimestre 2012, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 0,9 M\$ (0,6 M\$ à la même période de 2011) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 1,1 M\$ (0,7 M\$ au deuxième trimestre 2011). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

Au cours du premier semestre 2012, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 3,1 M\$ (1,2 M\$ à la même période de 2011) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 2,0 M\$ (1,6 M\$ au premier semestre 2011). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 17 présente les données du capital-actions de la Société au 31 juillet 2012. De plus, 671 869 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 31 juillet 2012.

Tableau 17

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 31 juillet 2012	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	19 607 151	8,7 \$
Actions catégorie B	43 725 831	332,9 \$

Le 10 août 2011, la Société a déposé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 985 233 actions catégorie A représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 453 304 actions catégorie B représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public en date du 2 août 2011. Les rachats peuvent être effectués entre les 12 août 2011 et 10 août 2012, au cours du marché, sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées sont ou seront annulées.

Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Société a racheté et annulé 133 400 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 4,9 M\$, en vertu de son programme de rachat d'actions annoncé le 10 août 2011. L'excédent de 3,9 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

Pour le premier semestre 2012, la Société a racheté et annulé 143 400 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 5,3 M\$, en vertu de son programme de rachat d'actions annoncé le 10 août 2011. L'excédent de 4,2 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

Le 9 août 2012, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter pour annulation, entre les 13 août 2012 et 12 août 2013, un maximum de 980 357 actions catégorie A représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 351 276 actions catégorie B représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public à la date du dépôt de l'offre. La Société rachètera ses actions catégorie A et ses actions catégorie B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2012, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie desdits documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active, y compris la concurrence provenant d'autres moyens de transmission de programmations et de contenus ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui changeraient le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou le développement de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de son secteur Médias d'information afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre les attaques de pirates informatiques ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leur interprétation, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences de Québecor Média sur ses marchés, ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 9 août 2012 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

Le 9 août 2012

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2012		2011			2010		
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation								
Revenus	1 086,4 \$	1 064,0 \$	1 147,9 \$	1 014,8 \$	1 053,4 \$	990,5 \$	1 088,1 \$	969,9 \$
Bénéfice net avant amortissement, frais financiers, gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, dépréciation de l'écart d'acquisition, perte sur refinancement de dettes et impôts sur le bénéfice	357,8	322,2	369,2	319,7	358,5	294,3	359,1	332,0
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	48,7	39,3	55,6	40,0	60,0	35,9	58,2	56,1
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	16,1	34,1	34,0	(16,3)	(2,3)	5,2	(10,0)	32,1
Éléments inhabituels	2,2	(0,5)	(4,2)	2,4	(2,5)	(6,8)	(1,6)	(5,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	67,0	72,9	85,4	26,1	55,2	34,3	46,6	83,0
Données par action de base								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,77 \$	0,62 \$	0,87 \$	0,63 \$	0,93 \$	0,56 \$	0,90 \$	0,87 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50
Éléments inhabituels	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,05	1,15	1,34	0,41	0,86	0,53	0,72	1,29
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	63,5	63,5	63,5	63,9	64,3	64,3	64,3	64,3
Données par action diluée								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,77 \$	0,61 \$	0,87 \$	0,62 \$	0,92 \$	0,55 \$	0,88 \$	0,86 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)	0,50
Éléments inhabituels	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)	(0,08)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,05	1,14	1,34	0,40	0,85	0,52	0,70	1,28
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	63,6	63,7	63,8	64,5	65,0	65,0	65,0	65,0